

Nou lé kapab !

L'Az Do Fèr La Réunion

TÉMOIGNAGES DU VENDREDI 23 SEPTEMBRE 2011 •

Appel de l'OCDE en faveur de l'emploi :

Le manque de volonté politique pour l'emploi

Au moment où les banques américaines et européennes tentent de résoudre le dilemme de la Grèce, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a rendu son rapport sur la situation de l'emploi dans le monde. L'institution appelle les dirigeants des pays développés à prendre des mesures contre la hausse du chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans.



Au 1^{er} trimestre 2011, le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans s'est élevé à 17,4% dans la zone OCDE, contre 7% pour les plus de 25 ans. A La Réunion, ce sont 55,3% des jeunes âgés de 15-24 ans qui ne travaillent pas.

Au premier trimestre 2011, le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans s'est élevé à 17,4% dans la zone OCDE, contre 7% pour les plus de 25 ans. Cette hausse record est due en partie à la crise qui a conduit des milliers d'entreprises à fermer leurs portes et à ne plus recruter. En 2008, le taux de chômage chez les jeunes était de 11,5% aux USA contre 18,0% en France (moyenne OCDE: 12,6%), trois ans plus tard, le comparatif est alarmant: 17,3% des jeunes Américains sont sans emploi et 23,4% en France. A La Réunion, ce sont 55,3% des jeunes âgés de 15-24 ans qui ne travaillent pas.

OCDE: «Investir dans la jeunesse reste une nécessité»

Face à ces chiffres, l'institution internationale a pointé du doigt la crise économique et financière qui a poussé des États à détruire l'emploi plutôt qu'à les inciter: «*De toutes les facettes de la crise financière et économique, le chômage élevé est la manifestation la plus visible du défi que pose le rétablissement d'une croissance durable. Il s'agit là du visage humain de la crise*», a déclaré le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría.

Un chômage obstinément élevé

«*Le chômage demeure obstinément élevé dans la zone OCDE et les dernières projections économiques laissent à penser que la*

création d'emplois devrait rester très faible à court terme» en raison des plans d'austérité et du ralentissement de la croissance. Le nombre de chômeurs de la région OCDE, soit les 34 pays riches, est tombé à un peu plus de 44 millions à la mi-2011.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, bon nombre de pays ont pu réduire leur taux de chômage pendant la crise, c'est le cas notamment de l'Allemagne. Le pays avait un taux de chômage de 7,4% avant la crise, 7,8% pendant la crise et 6,2% en 2011.

Cela s'explique par l'utilisation massive du chômage partiel. De plus, la quasi-totalité des embauches se fait en CDD et intérim, mais l'emploi est présent et profite en grande partie aux jeunes sortants de l'école.

L'OCDE a mis en avant le manque de volonté politique de développer de nouvelles stratégies économiques visant à privilégier l'emploi, créateur de croissance. L'organisation a appelé les pouvoirs publics à réagir face à la situation: «*Les défis que représente un chômage élevé et durable, l'amélioration des possibilités d'emploi et la garantie de filets de sécurité sociale adaptés devraient figurer en tête de l'agenda politique*».

Relance versus Austérité

Deux visions s'opposent aujourd'hui. Les États-Unis, par la voix de leur président Barack Obama, ont décidé de lancer un plan de relance destiné à créer des emplois et redynamiser la croissance pour, à terme, endiguer le déficit public.

Ce plan pour l'emploi de 447 milliards de dollars devrait «*fournir un électrochoc à l'économie qui a calé, et redonner confiance aux entreprises pour investir et recruter*». Contrairement aux Européens, Barack Obama a décidé de taxer les plus riches, afin que ce ne soit ni les plus démunis, ni les plus taxés (classe moyenne) qui paient les erreurs des financiers et des gouvernants.

A contrario, l'Europe mise sur des plans de rigueur de plus en plus drastiques: suppression de postes dans la Fonction publique, augmentation des mutuelles, des crédits, des assurances, de la TVA, mais aussi baisse des salaires dans certains pays, notamment en Espagne et en Grèce, où les heures de travail sont augmentées, la retraite repoussée...

Bref, le peuple devra payer les extravagances de leurs dirigeants et les grossières erreurs des financiers.

Édito

Il y a de ces moments où des événements, pas forcément les plus gros, semblent faire arrêter la Terre de tourner. Tristesse, colère, haine, peur sont autant d'éléments qui, très vite, peuvent nous faire perdre toute objectivité.

Matthieu Schiller est mort, et la mort fait partie de ces épreuves qui sont difficiles pour nos cœurs d'Hommes. Ainsi va la vie. Alors, parfois la mort arrive plus tôt que prévu, pas dans l'ordre des choses que nous nous imposons. Parfois la mort est brutale, comme un rappel soudain que nous ne sommes qu'une composante de ce monde, et pas le monde, que nous ne sommes que de passage. Parfois aussi, la mort rappelle que la Terre est à l'origine un monde hostile que l'Homme, par son intelligence, tente d'adapter pour se maintenir en vie. Mais ce système a aussi ses limites. Dans le combat Homme-Nature, c'est toujours cette dernière qui l'emporte, tôt ou tard.

Nous sommes animés par ce désir de repousser chaque jour un peu plus les lois de la Nature. Mais il y a aussi d'autres lois, humaines cette fois-ci, que nous tentons aussi d'adapter pour la possibilité d'un vivre ensemble.

Aussi, quand la Nature frappe, nous sommes comme désabusés, impuissants, laissant place à des excès de comportements, pour autant humains.

On l'a vu cette semaine, l'engouement autour de cette énième attaque de requin, enfin, quatrième depuis le début de l'année, dont les médias ont très (très, très, très) largement contribué. Le sensationnel, ça fait vendre, c'est connu, et ça n'a pas échappé à la presse locale, soit. De toute évidence, nous tendons, face à ces situations dures et brutales, à perdre une certaine clairvoyance. Ainsi, durant quelques jours, La Réunion est devenue, au même titre que pour l'épisode du chikungunya, «*l'île aux requins*». A l'exception près que l'épidémie avait touché, fin 2006, 300.000 Réunionnais. Alors oui, la mort, qu'il s'agisse de deux ou trois cent mille personnes, reste la mort, mais gardons, tout de même, l'idée d'une mesure appropriée.

La Réunion est touchée par de nombreuses problématiques qui concernent des milliers de Réunionnais: la pauvreté, le mal-logement, le chômage... Des problématiques pour lesquelles on préférera, aux valeurs absolues, s'exprimer en pourcentage de population. Des chiffres qui relèvent désormais de la banalité, qui laissent beaucoup de nos dirigeants honteusement insensibles.

Parmi les dirigeants qui choisissent la facilité, qui profitent de la complexité des rapports humains, qui établissent leurs actes politiques en fonction de l'affecte d'une partie de la population pour tenter de grappiller quelques voix, et surtout éviter les sujets plus brûlants, nous retrouvons la nouvelle vice-présidente autoproclamée en charge de la Mobilité des requins, Fabienne Couapel-Sauret.

A coup sûr, la mer, c'est son élément, elle y envisage même d'y construire une route. Et puis, finalement, la Région aujourd'hui entretient effectivement des liens intimes avec mer. Depuis un an, des côtes «*préoccupation des Réunionnais*», ils prennent le large.

Flashcode ?

C'est quoi ?

Flashcode est un code-barre en deux dimensions qui vous permet d'accéder très rapidement à du contenu multimédia (vidéos/musiques/photos/informations) sur un site Internet depuis votre mobile, ou d'enregistrer en un flash un contact dans votre téléphone.

Vous pouvez trouver des flashcodes un peu partout autour de vous: dans des magazines, sur les arrêts de bus, sur les monuments historiques, sur les emballages de produits alimentaires, dans des annuaires, dans vos boutiques de vêtements...

Comment ça marche ?

Pour lire un flashcode, votre téléphone doit être équipé d'une application permettant de décoder les codes-barres 2D.

Vous trouverez cette application gratuite dans les principales boutiques d'application sur votre smartphone (App Store, Android Market...), ou vous pouvez également la télécharger par SMS. C'est très simple! Plus d'infos sur www.flashcode.fr!

Retrouver nos articles en UN SEUL GESTE grâce au Flascode de Nou lé kapab!



web

Grâce au flashcode web ci-dessus, vous pourrez par exemple accéder au site Internet de Nou lé kapab et avoir accès à toute l'actualité de l'AJFER depuis votre téléphone portable (Smartphone).

Bourse aux livres organisée par l'UNEF :

Plusieurs centaines d'ouvrages vendus !

Organisée chaque année par l'UNEF, la Bourse aux livres s'est déroulée cette semaine aux campus Nord et Sud de l'université. Cette initiative permet aux étudiants d'acheter des manuels universitaires ainsi que d'autres ouvrages à moindre coût.

Cette année, ce sont près de 850 livres qui ont été proposés dans le carré central de l'Espace de Vie Étudiant pour la Bourse aux livres 2011. L'engagement des étudiants lors de la semaine de dépôt des livres a témoigné de l'envergure que cet événement prend d'année en année à l'Université de La Réunion.

L'évènement a accueilli près de 500 étudiants et a, une fois de plus, été un véritable service de proximité pour l'étudiant. Parmi les livres proposés sur les étalages, les étudiants en Médecine ont pu découvrir des livres indispensables à leur réussite dans ce cursus.

Bradés à plus de 50%, les livres de Biochimie, de Médecine ou encore de Physique se sont vendus comme des petits pains. Ces ouvrages font partie du matériel universitaire obligatoire, mais sont aussi les plus onéreux en matière d'équipement scolaire. Pour les étudiants en Médecine, la Bourse aux livres a été une véritable bouffée d'air.

Il en est de même pour les étudiants en Droit, qui ont également pu trouver leur bonheur parmi une centaine d'ouvrages entièrement dédiés à la filière: Codes civils, vocabulaire juridique, droit du Code pénal ou encore jurisprudence.

Comme chaque année, les élèves en Lettres et Sciences humaines ont été les plus gâtés. Ils ont, en effet, pu faire l'acquisition d'un grand nombre d'ouvrages inscrits au programme. Bien sûr, les dictionnaires bilingues, anglais et espagnol, ou encore de latin ou d'ancien français ont eu davantage de succès.

Les livres de préparation aux concours et examens en tous genres étaient aussi présents, de la méthodologie de la Thèse et Mémoire à la préparation de Soutenance en passant par les préparations aux épreuves orales et écrites.

Les étudiants ont aussi pu se faire plaisir en sortant du cadre des livres inscrits au programme avec un éventail de romans, de BD et de mangas au choix.

L'UNEF Réunion se satisfait de l'affluence et du bilan positif de cette Bourse aux livres. La Bourse aux livres a aussi attiré les parents et enseignants cette année, élargissant ainsi le public étudiant fidèle à l'évènement. L'enregistrement des ventes est en hausse par rapport à l'année dernière et révèle la nécessité de réduire les dépenses de rentrée, jugées excessives pour de nombreuses familles.

Les étudiants dépositaires, de plus en plus nombreux à faire confiance à l'UNEF, se verront remettre l'intégralité des sommes des livres vendus. Ce bénéfice en début d'année constitue un plus non négligeable pour le pouvoir d'achat de l'étudiant. Cette Bourse aux livres contribue plus largement à la promotion de l'égalité des chances sur le territoire réunionnais. Rappelons qu'étudier est un droit, et non un privilège accordé à ceux qui en ont les moyens.



Ce sont près de 850 livres qui ont été proposés pour la Bourse aux livres 2011.

TRIBUNE LIBRE

Affaire Bourgi : Pourquoi parle-t-il maintenant ?

Robert Bourgi, intermédiaire presque "héréditaire" entre la France et l'Afrique, a reconnu, le 11 septembre, avoir transporté des valises pleines de billets pour différents dirigeants français, notamment Chirac et De Villepin. Il n'a évidemment pas dû faire cela pour la "beauté" (ou plutôt l'abomination) du geste, mais se servir allégrement dans cet argent africain, qui semblait arriver beaucoup de manière plus fluide en France que l'aide humanitaire française n'arrivait en Afrique.

Croire «l'avocat qui n'a jamais plaidé» (Bourgi) lorsqu'il nous dit que «Je me suis décidé à parler parce que ma conscience me taraudait et je me disais qu'il était temps de mettre fin à ces pratiques inacceptables et mettre fin aussi au côté obscur de la Françafrique», c'est croire aux licornes et autres bisounours. Alors pourquoi parle-t-il maintenant?

En tout premier lieu, on pourrait y voir une manœuvre du clan Sarkozy. En effet, à peine élu, le président de la République lui a remis la Légion d'honneur, en l'engageant à «participer à la politique étrangère de la France avec efficacité et discrétion». Mais Sarkozy s'est si souvent brûlé les ailes dernièrement par ses manœuvres nauséabondes que le récit de Bourgi, expliquant que, soudainement, avec Sarkozy, la valse des valises s'est arrêtée, semble peu crédible et laisse apercevoir une autre voie...

Effectivement, il semble qu'il ne soit plus aussi proche de la Sarkozie qu'à l'époque de la remise de sa Légion d'honneur. Cela, pour plusieurs raisons. En 2009, alors que l'Élysée assure que Paris n'a aucune préférence pour la succession d'Omar Bongo alors président du Gabon, il déclare au "Monde": «Le candidat de Robert Bourgi, c'est Ali Bongo. Or, je suis un ami très écouté de Nicolas Sarkozy. De façon subliminale, l'électeur le comprendra», ce qui constitua une erreur diplomatique de taille.

Puis, le départ de l'Élysée de son ami et contact Claude Guéant l'a un peu plus éloigné du «roi soleil» de notre époque.

Ensuite, du côté africain, il semblerait qu'Alassane Ouattara, vainqueur de la guerre civile ivoirienne, l'ai «blacklisté» à cause de son soutien trop visible à Laurent Gbagbo, son adversaire.

Enfin, dernier indice de sa mise à l'écart de la cour du Monarque, Alain Juppé, actuel ministre des Affaires étrangères, aurait fait de cette mise à l'écart l'une des conditions de son retour au Quai d'Orsay.

Ainsi, il semblerait que Robert Bourgi soit donc tombé en disgrâce et tente le tout pour le tout, par cette déclaration, de faire comprendre à ceux qui tirent les ficelles qu'il a des révélations sur tout le monde, et pas uniquement aux seuls Chirac, Villepin et Le Pen cités par lui.

Manifestation à Wall Street :

De la Démocratie en Amérique

Dans la droite ligne du printemps arabe et des indignés, le peuple le plus manipulé au monde tente enfin de se libérer de sa servitude mentale.



Des milliers d'Américains manifestent à Wall Street pour dénoncer le système actuel.

À l'appel des *anonymous* et du site *Adbuster*, des milliers d'Américains se sont réunis depuis 5 jours (à l'heure où nous écrivons ces lignes) à Wall Street afin de protester contre le système actuel. Leurs revendications sont variées mais partagées par de nombreuses personnes.

La démocratie aux citoyens, pas aux entreprises

Ainsi, ils estiment que les traders sont de véritables escrocs qui devraient être traduits en justice. «*En janvier 2010, la Cour suprême des États-Unis a autorisé les entreprises à financer librement les campagnes électorales. Cela laisse présager que l'élection de 2012 sera très certainement la plus corrompue que l'Amérique ait jamais connue*», explique aux «*Inrocks*» la fondatrice de US Day of Rage, Alexa O'Brian avant de déclarer, «*se regrouper devant Wall Street est une occasion de rappeler, notamment, que ce sont les citoyens qui doivent influencer sur la démocratie, et non les entreprises*».

Sur les réseaux sociaux, les commentaires soutiennent en grande partie ce mouvement. Des occupations contre les abus du système financier et pour une société plus inclusive sont ainsi

en train de se développer à Los Angeles, San Francisco, au Canada et à Toronto! Les réseaux sociaux ont permis le printemps arabe, l'Amérique aurait bien besoin de saison elle aussi, mais ces outils seront-ils suffisants? Le site «*ThinkProgress*» révèle que le géant du web empêchait les utilisateurs de son service e-mail d'envoyer des messages relatifs à l'occupation de Wall Street...

Lorsque l'on sait que Gordon Brown, face aux émeutes britanniques il y a peu, menaçait de couper internet dans certaines zones, la limite devient réellement floue entre «*dictature*» et «*démocratie*». Noam Chomsky dans «*le lavage de cerveau des libertés*» explique comment la manipulation de la liberté d'expression, de l'opinion publique, a évolué de manière très perverse. Comment, dans nos sociétés «*démocratiques*», au lieu de nous interdire de penser autrement, on nous fait croire qu'il n'y a qu'une solution à un problème donné, qu'une idéologie politique viable, qu'un modèle économique possible. Ainsi, l'adage «*en dictature c'est "ferme ta gueule", en démocratie c'est "cause toujours"*», tend à devenir «*en dictature on t'interdit de penser autrement, en démocratie on t'oblige à penser que d'une seule manière*».

Affaire à suivre...

Manifestations des jeunes à Maurice :

3.000 Mauriciens ont manifesté contre la corruption

Samedi 10 septembre a été une journée marquée par une manifestation d'ampleur dans les rues de Port-Louis, à l'île Maurice. Trois mille jeunes ont participé à une marche pacifique pour dénoncer la corruption, les injustices et les discriminations dans l'île.

«*Nous ne sommes pas là pour faire de la politique. Tout ce que nous voulons, c'est donner l'occasion à un groupe de jeunes qui ont des idées, des projets et des compétences, de pouvoir s'exprimer et se positionner*», avait déclaré l'un des animateurs de cette marche, Noor Adam Essack.

«*Pou sov nout lavenir*»

«*Le message que nous voulons passer aux politiques, c'est que nous en avons assez de tout ce système et de ces pratiques qui ont corrompu la société mauricienne au fil des années*», a précisé Nilen Vencadsamy, homme de loi à «*L'Express*». Ce dernier a par ailleurs déclaré être «*navré de dire que si les choses ne changent pas, l'avenir de mes enfants risque d'être sombre à Maurice. Et c'est de ma responsabilité d'agir pour que les choses changent. Critiquer sans agir ne sert plus à rien*». C'est à l'aide du réseau social Facebook que le mouvement de contestation a pris forme. Plus de 5.500 jeunes se sont inscrits sur le groupe «*WANTED: 15,000 Youngsters to Save OUR Future*» avec comme objectif: «*transmettre les principales préoccupations des*

jeunes aux dirigeants du pays». Les jeunes dénoncent le mépris des politiciens vis-à-vis de l'avenir de la jeunesse mauricienne. Jameel Peerally, créateur de la page Facebook a expliqué que «*ces jeunes ont une autre vision de Maurice qui est loin d'être celle polluée par le communalisme. Il y a trop de magouilles parmi les dirigeants*».

Parmi eux, le leader du Mouvement Socialiste Militant, Pravind Jugnauth, contacté par des journalistes mauriciens, a déclaré ne pas avoir «*véritablement porté attention à la manifestation*». Même son de cloche pour le Mouvement Militant Mauricien, Steeve Obeegadoo et Deven Nagalingum ont «*tous deux laissé entendre ne pas avoir réellement eu le temps de suivre l'évolution de l'action des jeunes*», a indiqué «*L'Express*».

«*What next ?**»

Bien que n'ayant pas atteint le chiffre des 20.000 manifestants, les organisateurs ont annoncé une nouvelle mobilisation. Mais d'ici là, Jameel Peerally a indiqué qu'il est «*à présent temps de bien définir les structures*». «*Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas nous fier qu'à Facebook pour communiquer. Il nous faudra identifier une plateforme où nous pourrions nous rencontrer et partager nos réflexions*», a-t-il précisé. Certains animateurs pensent se rapprocher des syndicats, fortement présents lors de la marche pacifique du 10 septembre: «*Nous avons besoin des aînés, et nous n'aurons*

aucune difficulté à travailler de concert avec les syndicalistes, les Organisations Non Gouvernementales (ONG's)», a déclaré Nilen Vencadsamy. Ce dernier a affirmé lors de son allocution, à la fin de la marche pacifique du 10 septembre, qu'«*aujourd'hui ce n'est qu'un commencement, nous vous donnons rendez-vous dans un mois. Cette fois*

nous irons aux quatre coins du pays pour mobiliser nos compatriotes», avant de conclure: «*Nous sommes fatigués de cette façon de faire de la politique, nous sommes fatigués des magouilles et surtout du communalisme*».

* *Quel est le prochain?*



Trois mille jeunes ont effectué une marche pacifique qui vise à dénoncer la corruption, les injustices et les discriminations à Maurice.

Somalie :

Celle qu'on oublie, celle qu'on fustige, celle qui se venge

À l'heure où le thème de la France-Afrique revient à la mode (Cf notre article «Pourquoi Robert Bourgi a-t-il parlé?»), il paraît judicieux de remettre la Somalie sur le devant de la scène. La famine prétendument de retour (alors qu'elle ne s'est jamais arrêtée) et le procès unanime que l'Occident fait de la piraterie somalienne, nous font dire que cette Corne de l'Afrique, est loin d'être celle [de La Corne] d'abondance, sauf si nous parlons en termes de déchets hautement toxiques.

En effet, depuis l'effondrement du dernier gouvernement central de Somalie en 1991, la situation n'a fait qu'empirer. Le vide politique et surtout juridique a permis à l'Occident de se sentir d'autant plus libre de piller toutes les ressources exploitables. La Somalie étant déjà le territoire de nombreux conflits, il est évidemment tellement plus avantageux de nourrir ces tensions en rajoutant de l'huile sur le feu. Le plus probant c'est l'image que nos chers médias nous renvoient des «pirates». Présentés comme des fous avec dans une main un fusil (probablement français) et dans l'autre un Coran (arme qui semble effrayer plus efficacement les américains que nos fusils...), les pirates somaliens ont bon nombre de raisons de s'en prendre aux différentes flottes capitalistes.

Dépourvues de marine et de gardes-côtes, ces eaux prodigieusement poissonneuses ont été l'El Dorado offert aux gros chalutiers européens mais principalement asiatiques. Les «gentils pêcheurs asiatiques» (notamment les Sud-Coréens, les Chinois et les Japonais, ces derniers étant les champions internationaux de la chasse à Moby Dick et autres Flipper...) peuvent donc récolter en une nuit des tonnes de homards, thon, crevettes, requins dans la plus légitime illégalité, ce que les «méchants pêcheurs locaux» peinent à obtenir en une année.

Les «gentils pêcheurs asiatiques» peuvent récolter en une nuit ce que les «méchants pêcheurs locaux» peinent à obtenir en une année.

Non contents d'avoir épuisé nos propres réserves nous continuons gaiement chez nos amis africains qui, rappelons-le ont grand besoin de notre «savoir-faire».

Les eaux somaliennes, une poubelle sûre

Mais si l'histoire était si simple... Non rajoutons les circonstances probantes, cela va rendre le tout plus joyeux. En effet, en tant que bons Occidentaux bien-pensants, ayant une consommation criminelle, et une politique du nucléaire tout à fait «brillante», nous nous devons de nettoyer toute la pollution que cela engendre. Ainsi nous devons traiter nos déchets avec respect. Ces pourquoi des entreprises et hôpitaux européens ont aussitôt trouvé dans les eaux somaliennes, une poubelle sûre, où aucun de ces écolos peines-à-jour viendraient ramener leur science... Le profit ne s'arrête jamais surtout quand on



peut se débarrasser de ce qui est... ma foi embarrassant, mais pas grand-chose, juste quelques barils de déchets nucléaires...

mers comme une décharge et rejettent leurs déchets dans nos mers et viennent [naviguer] en armes sur nos mers».

Les eaux somaliennes, un lieu hautement stratégique

Il faut aussi noter qu'ils défendent des mers qui sont, devant le Canal de Suez, là où se déroule le transit de 20% de l'approvisionnement mondial de pétrole. Lieu stratégique en effet en plein devant la porte de la méditerranée (ce qui amène les déchets nucléaires à faire un retour à l'envoyeur).

Ainsi, nous ne pouvons légitimer les actes de violence, mais il est nécessaire de comprendre que ce sont les seuls moyens pour les pêcheurs somaliens de se battre contre des forces occidentales qui ont le monopole de l'usage de la violence.

Il ne s'agit pas d'excuser les actes de violence, mais d'essayer de comprendre les tenants et les aboutissants

Les résultats de l'enquête du site de presse indépendant somalien, le WardherNews, montrent qu'au moins 70% de la population locale «soutient fermement le piratage en tant que forme de défense nationale des eaux territoriales du pays». Ainsi, il devient, à la suite de notre analyse, presque évident que certains événements regrettables (comme l'attaque du PAM -Programme Alimentaire Mondial) sont le fait de certaines personnes qui en se faisant passer pour des pirates de la cause somalienne, donnent l'occasion à la presse occidentale de discréditer la coalition des pêcheurs et des prétextes pour effrayer les plaisanciers.



Des entreprises et hôpitaux européens ont trouvé dans les eaux somaliennes, une poubelle sûre.

Ainsi c'est dans ce contexte que sont apparus les dangereux terroristes qui troublent un des passages maritimes les plus importants: les fameux «pirates somaliens», qui auraient dû nous dérouler un tapis rouge plus moelleux encore, pour nos petites affaires. Les pêcheurs voulaient au départ, faire payer une taxe pour la pêche, et protéger son écosystème marin, et se présentent comme étant «Volontaires des Gardes-côtes de la Somalie». Sugule Ali, un des leaders des pirates, a déclaré que «Nous considérons que les bandits des mers [sont] ceux qui pêchent illégalement et utilisent nos

Nou ar trouve !

Remerciements à toutes et tous ceux qui ont participé à l'élaboration de ce journal, Elody M., Emeline V., Gilles L., Béatrice L., Robin N., Stephane M., Merci à nos lecteurs et lectrices!
Retrouvez-nous sur FB « L'Az Do Fèr », sur le blog www.noulekapab.com! RDV Vendredi prochain!
contact@noulekapab.com